

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 272

MONTREAL, LE MERCREDI 23 NOVEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

L'autre façon de «s'énergiser»

Le gel annoncé du projet Grande-Baleine a provoqué une levée de boucliers dans certains milieux économiques et syndicaux, qui ont immédiatement brandi le spectre du chômage. Mais le choix qui s'annonce de construire un barrage à la Baie-James ou pas oppose non pas environnement et économie, mais plutôt deux visions de l'économie.

L'opposition des milieux industriels à la décision du premier ministre, Jacques Parizeau, et celle de la FTQ campent bien les intérêts en présence. Les grands projets ont toujours été l'affaire des grandes firmes d'ingénierie, des grandes firmes de construction et de l'industrie lourde: cimentiers, vendeurs de machinerie, etc. Et les forces ouvrières qui en ont le plus profité sont celles des grandes unions internationales, les plus solidement implantées dans le milieu industriel et sur les grands chantiers. L'abandon de Grande-Baleine réduit à l'évidence cette partie de l'échiquier économique, quoique Hydro-Québec, comme l'indiquait au *Devoir* le ministre des Ressources renouvelables, François Gendron, a toujours dans ses cartons le projet Eastmain, un maillon du complexe La Grande, fin prêt.

Certains se sont surpris et ont mis sur le compte de l'alignement économique l'appui de la CSN à ce projet.

Il y a sans doute un peu de cela en cause mais il ne faut pas oublier que cette centrale est particulièrement forte en régions et dans le secteur résidentiel, le véritable puits dont seront extraits les mégawatts que Québec veut récupérer, ce qu'on appelle des «négawatts».

Le débat énergétique qui s'annonce ne remet pas seulement en question la production de nouveaux mégawatts. Il vise, pour la première fois, à vérifier comment et à quel prix le Québec pourrait économiser des mégawatts, actuellement utilisés par des machines ou dans des maisons inefficaces au plan énergétique. La récupération de ces «négawatts» pour satisfaire nos futurs besoins devra se faire dans les secteurs industriels, résidentiels et institutionnels. On parlera d'isolation et de fenestration plus efficace, de chauffage bi-énergétique, d'utilisation accrue du solaire passif, etc.

Ces solutions ne vont certes pas enrichir les grandes institutions bancaires, qui ont financé les derniers mégaprojets. Elles ne vont pas mobiliser notre grande ingénierie, qui devra, comme celle des États-Unis, exporter ailleurs son expertise. Et les forces syndicales, qui se concentrent autour des grands chantiers en régions urbaines ou très éloignées, vont devoir s'éparpiller en régions et dans les villes pour profiter de la nouvelle manne économique.

L'expérience américaine en matière de chasse aux «négawatts» indique que la plupart des économies d'énergie constituent, en effet, une autre manne économique: ces projets coûtent généralement moins cher que de nouveaux mégawatts, surtout si l'on tient compte des coûts réels infligés à l'environnement. Et ils génèrent des programmes sensiblement plus créateurs d'emplois, plus bénéfiques pour les PME, distribués dans l'ensemble du territoire desservi et qui confèrent une valeur ajoutée aux immeubles et aux industries rénovées.

D'après son ancien plan de développement, Hydro-Québec voulait récupérer environ la moitié du potentiel d'économie d'énergie de la province, soit 9,3 TWh. Le ministre Gendron confiait au *Devoir* avant-hier qu'on pourrait désormais tenter d'exploiter environ 75 % de ce potentiel d'économie d'énergie, ce qui hausserait leur coût direct, certes, mais en contrepartie de retombées fiscales et économiques plus grandes.

La chasse aux «négawatts» touchera toutes les régions et profitera aux artisans et commerces locaux. Ce type de programme permet non seulement d'éviter la fuite de capitaux à l'étranger mais chaque dollar investi suscite une animation économique locale et, partant, sensiblement plus intense.

Il en est de même pour certaines énergies alternatives, comme la production éolienne. Les études canadiennes et américaines démontrent que le recours à ces filières crée plus d'emplois permanents... en régions, notamment dans les petites entreprises de fabrication de pièces, d'entretien, de vente de véhicules, etc. La construction des grands barrages, en plus de concentrer les bénéfices en dehors des régions structurées au plan économique, crée un grand nombre d'emplois temporaires en phase de construction, et sensiblement moins après. Les petites centrales fonctionnent souvent automatiquement!

La décision en apparence négative du gouvernement de geler le projet Grande-Baleine en cache une autre, plus positive, qui a échappé à la plupart des observateurs, soit un pari évident de miser sur un développement économique mieux distribué, moins cher et moins dévastateur des écosystèmes.

Ramener cette décision à une opposition entre le développement et le chômage recule les pendules à tous les plans.

Que tout ne soit pas dit sur la valeur des options énergétiques en cause, sur les retombées réelles d'une telle stratégie économique et énergétique, tous en conviendront. Mais les culs-de-sac où se retrouvent aujourd'hui certains monuments à la gloire du béton méritent au moins que le Québec évalue à fond l'autre manière de s'énergiser.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal
Avis publicsB5	Nuageux avec éclaircies. 30% de possibilité d'averses de neige. Max: -3
ClasséesA4	Québec
CultureB8	Nuageux avec éclaircies. 30% de possibilité d'averses de neige. Max: -3
ÉconomieB2	Détails en B4
ÉditorialA8	
Le mondeA5	
Mots croisésB4	
Les sportsA7	

LE MONDE

Berlusconi est la cible des juges

PAGE A 6



L'ÉCONOMIE

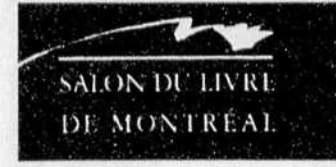
Le prêt à Paul Tellier: Young s'en dégage

PAGE B 2

CULTURE

Le Salon du livre a vraiment pris du volume

PAGE B 8



Sang-froid en milieu glacial

Toronto reste de glace pour un Parizeau qui garde son calme



PHOTO PC

Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, garde son calme devant un hurluberlu qui l'a empêché de tenir une conférence de presse hier à Toronto. Les membres du Canadian Club furent plus dignes dans leur comportement mais sans jamais rompre une glace très résistante.

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Toronto - Le premier ministre Jacques Parizeau a reçu hier à Toronto un accueil glacial, tant de la part de son homologue Bob Rae que des 500 convives du Canadian Club devant qui il a lancé un appel au respect mutuel entre deux voisins qui le demeureront pour l'éternité, quoi qu'il arrive.

M. Parizeau a interprété cet accueil comme l'expression très naturelle de convictions opposées sur l'avenir du pays. Il s'y attendait, il trouve cela normal. Mais il est rassuré par la manière dont cela s'est produit, qui annonce un débat certes émotif mais civilisé.

Son homologue Bob Rae y a plutôt vu la démonstration du mauvais jugement que porte M. Parizeau sur le sentiment des Canadiens à l'égard de leur pays. «On ne peut pas déchirer un pays sans conséquences», dit-il.

Le discours rationnel de M. Parizeau sur la souveraineté du Québec s'est heurté à l'émotivité des Ontariens qui ne croient pas que la rupture du Canada se réalisera aussi aisément que le chef du gouvernement du Québec voudrait le faire croire.

En outre, ils sont sceptiques quant aux chances de victoire du OUI au référendum, qui aura lieu en 1995, a répété hier M. Parizeau, pour rassurer M. Rae. Le chef péquiste s'est montré convaincu de ses chances de l'emporter. Il affirme que 70% des Québécois veulent que le Québec contrôle toutes ses lois, tous ses impôts, tous ses traités. «Ma tâche, dans les mois qui viennent, est de faire comprendre à une majorité de Québécois que s'ils veulent A et B et C, ils veulent la souveraineté.»

Le chef péquiste a reçu au Canadian Club un accueil poli. Il a été applaudi mollement. L'ancien premier ministre ontarien David Peterson a reçu des applaudissements plus nourris.

«Nous n'allons jamais régler cette ques-

VOIR PAGE A 10: PARIZEAU

Revenu Canada est un bien mauvais percepteur

Le vérificateur général met le doigt sur des comptes impayés qui atteignent les 8 milliards \$

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

En plus de perdre des centaines de millions en gérant de façon douteuse certains de ses programmes, le gouvernement accuse un manque à gagner considérable en raison de son incapacité à percevoir la totalité des sommes qui lui sont dues.

Ottawa affiche des comptes à recevoir en souffrance de près de 8 milliards \$ simplement du fait que des contribuables ne paient pas leur juste part d'impôts et de taxes, constate le vérificateur général Denis Desautels, qui souligne du même coup que l'atteinte de l'équilibre budgétaire passe non seulement par la compression des dépenses publiques, mais aussi par un plus grand respect de l'«équité fiscale».

Dans son rapport annuel 1994, recension des petites erreurs et grandes horreurs de l'administration fédérale rendue publique hier, M. Desautels note que le montant de l'impôt sur le revenu non remboursé a grimpé de 4,3 à 6,6 milliards \$ au cours des cinq dernières années et qu'une somme de 1,1 milliard \$ perçue par les entreprises au titre de la TPS n'a toujours pas été versée au Trésor public comme il se devrait.

Qualifiant la situation d'«inquiétante», le vérificateur montre du doigt la déficience des activités de recouvrement de Revenu Canada, «si limitées qu'elles ont peu de chances de décourager efficacement l'inobservation» des règles fiscales, et relève l'échec de dix années de lutte contre la fraude dans ce domaine.

VOIR PAGE A 10: VÉRIFICATEUR

Les réfugiés rwandais au-dessous du volcan

Qui affamer, qui nourrir?

La situation est explosive dans les camps du Zaïre

L'«inaction» de l'ONU au Rwanda risque de conduire à une nouvelle guerre, estime le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme. Dans un rapport rendu public hier, il souligne qu'«il convient d'agir très vite, faute de quoi l'on risque d'assister, impuissants, à une seconde guerre et de nouveaux massacres» après le génocide au printemps de 500 000 à un million de Tutsis par les extrémistes hutus. Lundi, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a aussi proposé le déploiement progressif d'une force de sécurité de 5000 Casques bleus dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre, désormais sous la coupe des anciens chefs hutus.

JEAN HÉLÈNE
LE MONDE

Goma — «Avons-nous le droit de décider qui affamer et qui nourrir?» Le débat court d'un camp à l'autre, au Zaïre, autour de Goma, dont la région abrite aujourd'hui près de 900 000 réfugiés rwandais, d'ethnie hutue, qui ont fui le nouveau pouvoir dominé par les Tutsis. Le cri d'alarme lancé le 3 novembre par une vingtaine d'organisations non gouvernementales (ONG) ne fait pas l'unanimité. Tandis que certains responsables humanitaires sont troublés par les coûteux secours dispensés aux «tuteurs», d'autres estiment que la situation n'est pas dramatique au point d'empêcher tout travail.

Les détournements de vivres? «La où nous distribuons, il n'y a pas loin de 0% de pertes», affirme Abdel Senouci, responsable de la Fédération

VOIR PAGE A 10: RWANDA

Implants mammaires

Le recours collectif s'organise

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Avec le feu vert accordé au recours collectif contre le fabricant d'implants mammaires Dow Corning, la très grande majorité des Québécoises porteuses d'implants de gel de silicone peuvent maintenant espérer être indemnisées pour les risques entraînés par ces prothèses interdites en Amérique du Nord depuis 1992.

Le jugement rendu vendredi par le juge André Denis de la Cour supérieure du Québec vient en effet apporter une lueur d'espoir à environ 20 000 Québécoises qui ont reçu un implant mammaire fait de silicone.

D'ailleurs, la requérante de ce recours collectif, Manon Doyer, qui poursuit le fabricant au nom de toutes les femmes du Québec portant des implants de silicone Dow Corning, a d'ores et déjà mis sur pied avec l'aide de son avocat une ligne sans frais pour permettre aux femmes concernées de signifier leur intention de s'inscrire à ce recours.

Mme Doyer, une résidente de Blainville qui avait demandé à la Cour l'autorisation d'intenter ce recours le mois dernier, réclame pour sa part 200 000 \$ en dommages en raison des préjudices causés par ces prothèses maintenant interdites.

Selon les termes de la loi, l'inscription à ce recours collectif n'est pas nécessaire pour les femmes qui désirent obtenir une indemnisation, si jamais la Cour condamnerait le fabricant à payer des dommages aux porteuses d'implants. Mais Me Yves Lauzon, l'avocat qui défendra la cause de Mme Doyer, a fait valoir hier qu'il invitait les femmes à communiquer avec lui à «titre préventif» et pour préparer dès

VOIR PAGE A 10: RECOURS

POLITIQUE

La SSJB ne veut pas de multiculturalisme

PAGE A 4



Transport de vivres de secours dans un camp du Zaïre.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

VÉRIFICATEUR Propriétaire insouciant

SUITE DE LA PAGE 1

«Les contribuables honnêtes ont le droit de s'attendre à ce qu'on retrouve ceux qui ne paient pas leur part et à ce qu'on prenne les dispositions qui s'imposent. Personne ne veut payer les impôts des autres», note pourtant M. Desautels.

Selon le ministre du Revenu, 17 % des sommes dues au titre de l'impôt sur le revenu, ou 1,1 milliard \$, ne pourront jamais être recouvrées. Le vérificateur indique cependant qu'il s'agit là d'une sous-estimation.

Pour corriger ces lacunes, M. Desautels ne préconise pas d'adopter «des tactiques de gros bras», mais conseille de s'en remettre à des pratiques qui sont celles d'une «saine administration». Dresser un fichier des contribuables «à haut risque», enclins à l'évasion fiscale, pourrait être un début, a-t-il déclaré hier en conférence de presse.

Au plan des dépenses, M. Desautels remarque par ailleurs que le gouvernement fédéral est un gestionnaire qui aurait intérêt à se pencher sur ses propres avoirs, à travailler pour éliminer certains doublons de programmes, à resserrer ses critères de fonctionnement pour mieux protéger la santé et la sécurité du public, et, dans certains cas, à se demander tout simplement pour quelles raisons il intervient à coups de milliards.

Dans un rapport qui prend certaines libertés par rapport au mandat traditionnel du vérificateur général et s'attaque à des questions politiques que le Parlement aura bientôt à examiner, M. Desautels fait notamment les observations suivantes:

■ Ottawa est un propriétaire, un très grand propriétaire qui ne sait pas ce qu'il possède. La valeur de ses biens immobiliers, écrit M. Desautels, se situe entre 40 et 60 milliards \$, mais le gouvernement est incapable de la chiffrer, ni de déterminer combien il lui en coûte d'exploiter ces immeubles. Il ne sait pas non plus combien il devrait déboursier pour rendre ses possessions conformes à ses propres lois sur la santé, la sécurité, le patrimoine et l'environnement.

■ De plus, dit le vérificateur, les immeubles vieillissent, et le fait qu'on ait constamment reporté leur entretien pourrait entraîner des dépenses supplémentaires de 2 milliards \$ sur dix ans.

■ Le ministère des Affaires indiennes verse plus d'un milliard \$ en assistance sociale aux autochtones sans s'assurer que les activités financées répondent à ses normes et sans disposer d'information sur le suivi. Selon le vérificateur, cette façon de procéder accentue le phénomène de dépendance, de sorte que 43 % des autochtones vivant dans les réserves reçoivent actuellement des prestations d'aide sociale.

■ Depuis 1991, les contributions fédérales à la protection du revenu agricole se sont élevées à 4,5 milliards \$. Or, on ne s'entend même pas sur les objectifs de ces programmes. La Saskatchewan affiche un déficit accumulé de 346 millions \$ à cet égard, et il faudra un demi-siècle à Ottawa pour les récupérer.

■ Parce qu'il était préoccupé par la réaction des localités touchées, le ministère de la Défense a retardé la fermeture de plusieurs bases militaires, alors qu'il aurait émis des dizaines de millions s'il avait plutôt cherché à soutenir les économies locales par d'autres moyens. Les annonces du budget de 1994 pourraient faire encore plus mal, et M. Desautels invite le Canada à imiter les États-Unis en rendant plus ouvert le processus de transition.

■ En matière de rentrées fiscales, l'impôt sur le revenu et la TPS ne sont pas seuls à blâmer. Le système des Douanes est surchargé et ne traite actuellement que 8 % de toutes les transactions effectuées. De plus, le vérificateur appelle Ottawa à examiner en profondeur toute la question de l'aide fiscale à l'épargne-retraite, un secteur où sont concentrés quelque 417 milliards \$.

■ «Il serait naïf de laisser entendre que le chevauchement des compétences peut être évité dans un État fédéral moderne», écrit M. Desautels. Mais si les chevauchements peuvent dans certains cas être acceptables, il en va autrement des doublons de dépenses qui coûtent des sommes importantes, quoique indéterminées, à l'État. Les exemples de l'inspection des aliments et du contrôle des matières radioactives sont patents, et devraient forcer les gouvernements à réévaluer plusieurs des activités qu'ils mènent en double, dit le vérificateur.

■ Le Service correctionnel du Canada et la Commission des libérations conditionnelles prêtent le flanc aux critiques. Dans le premier cas, note M. Desautels, les critères de détermination du niveau de sécurité auquel doit être soumis un détenu et de la surveillance à lui imposer lorsque mis en liberté devraient être révisés. Dans le second, le processus de nomination des commissaires devrait être resserré. On recommande en outre de repenser la question du logement des prisonniers, qui coûtent jusqu'à 80 000 \$ par année aux contribuables.

■ Enfin, M. Desautels aborde la question cruciale des programmes sociaux. Sans prôner un modèle particulier de réforme, il n'en fait pas moins ressortir les iniquités engendrées par des régimes d'assurance-chômage, d'aide sociale ou de formation professionnelle dont les objectifs confus en font de véritables boîtes de Pandore. Au moment où les parlementaires doivent se pencher sur la réforme, le vérificateur note d'ailleurs que ceux-ci ne disposent pas de renseignements adéquats sur «le rendement et les effets» des programmes en place.

PARIZEAU Accroc au protocole

SUITE DE LA PAGE 1

tion (du Québec) une fois pour toutes, dit M. Peterson, que le Québec quitte ou qu'il reste. L'histoire et la géographie nous ont réunis. Et si nous ne pouvons apprendre à vivre ensemble en tant que Canadiens, nous n'allons jamais non plus y parvenir si nous devenons deux pays souverains.»

Pour bien montrer que «ce n'est pas business as usual» entre l'Ontario et le Québec, le premier ministre Rae a commis un accroc au protocole en refusant de se présenter devant la presse en compagnie de son invité, au terme d'un tête-à-tête «franc et direct» de 45 minutes à Queen's Park.

«Je sais que M. Parizeau veut le faire croire, mais je ne peux pas dire que c'était une rencontre ordinaire entre deux premiers ministres», dit-il, évoquant les divergences qui séparent les deux politiciens sur la question fondamentale de l'identité. «M. Parizeau me dit que pour lui le pays c'est le Québec. Moi je lui dis que c'est le Canada.»

Il a demandé à M. Parizeau de tenir le référendum aussi vite que possible. «Si vous croyez que vous avez un mandat de briser le pays, prouvez-le». Et insisté pour que la question posée soit claire, qu'il n'y ait «aucune ambiguïté sur le sens d'un OUI ou d'un NON».

M. Rae a promis de venir faire campagne au Québec en faveur de l'unité canadienne d'ici au référendum. M. Parizeau l'a invité à le faire, ainsi que tous les politiciens canadiens désireux de participer au débat.

Les souverainistes, dit M. Rae, «ne doivent pas entretenir d'illusion sur notre volonté de nous battre pour garder le Canada uni».

M. Parizeau affirme qu'il est normal que M. Rae adopte cette attitude, qui ne changera pas d'ici au référendum. Mais il est convaincu que si la question est claire, ainsi que la réponse des Québécois, il va sans dire, les attitudes vont changer après le référendum.

Selon lui, les intérêts mutuels vont triompher et les négociations entre un Québec souverain et le reste du Canada vont démarrer rapidement.

MM. Rae et Parizeau sont convenus de discuter d'un éventuel élargissement de l'entente Québec-Ontario de libre-échange aux sociétés d'État. M. Parizeau y voit la démonstration qu'une fois la bonne foi des parties établie, «on s'occupe de nos intérêts économiques». Il croit que c'est ce qui va arriver, une fois l'émotion retombée après le référendum.

Le premier ministre a caricaturé la présence du Québec au sein du Canada comme quelque chose de douloureux, «une séance interminable chez le dentiste». «Québec veut plus de pouvoirs, plus d'autonomie, vous ne dites jamais oui, et la fraise du dentiste continue de limer».

Il est faux de croire, dit-il, que la défaite de l'option souverainiste au référendum réglerait la question. Johnson vient de promettre qu'après le référendum il mettrait au point une nouvelle version des demandes du Québec. Charest parle de souveraineté partagée. Ils offrent «une impasse perpétuelle». Avec un Québec souverain, il serait possible «de rétablir notre partenariat».

Dans un appel au respect mutuel, M. Parizeau a longuement critiqué les «faussetés» que l'on répand au Canada sur le Québec, présenté comme une société rétrograde et raciste, ou antisémite. Il a fait une longue liste d'artistes, de juges ou de politiciens issus des communautés irlandaise, juive ou italienne, pour montrer que «les Québécois ne sont pas obsédés par l'ethnicité».

Chiffres et citations à l'appui, il a montré que la minorité anglophone et les nations autochtones sont bien traitées au Québec. Il a promis que ces deux groupes seraient associés, s'ils acceptent, à la rédaction d'une constitution du Québec et qu'ils bénéficieraient d'un veto sur toute modification à la constitution les concernant.

M. Rae rejette les arguments rationnels de M. Parizeau. «Le Canada n'est pas qu'un espace économique. Le débat n'est pas une querelle de statistiques. Ça concerne le cœur et l'âme des Canadiens. Il y a beaucoup de passion en Ontario pour le Canada, un Canada qui comprend le Québec. Nous parlons d'un pays pour lequel des personnes se sont battues et sont mortes depuis plus de 125 ans», dit-il avec emphase.

M. Rae doit affronter l'électorat ontarien l'an prochain. Le week-end dernier, il se présentait devant ses partisans comme le meilleur candidat pour défendre l'unité canadienne, qui deviendra un thème électoral.

«Vous ne pouvez pas détruire, déchirer un pays sans avoir une certaine émotion, une certaine passion. Il ne faut pas sous-estimer à quel point cette question est importante ni sous-estimer les conséquences. Pour nous, c'est un débat de logique, mais c'est aussi un débat de passion», dit-il.

M. Rae n'a toutefois pas élaboré sur la nature de telles conséquences. «Tu ne peux pas oublier l'histoire. Tu ne peux pas défaire la fédération. Tu ne peux pas démolir l'omelette (You can't unscramble the omelette)», comme ça. «Personne ne peut prédire ce qui peut arriver», dit-il.

Un incident a marqué la journée. Un manifestant hostile aux souverainistes (il avait perturbé une conférence récente de Lucien Bouchard) a interrompu la conférence de presse de M. Parizeau. L'importun a été chassé par un garde-du-corps du chef péquiste. Ce dernier a remis le point de presse en fin de journée, en la seule présence de journalistes québécois.

RWANDA Accusés de trahison

SUITE DE LA PAGE 1

internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour le Nord-Kivu. Pour lui, l'absence de détournement dépend pour beaucoup d'un bon contact avec les chefs de camp: «Nos délégués arrivent aujourd'hui à contrôler la répartition des vivres jusqu'en bout de chaîne.» En revanche, au camp de Mugunga, qui abrite quelque 20 000 ex-militaires rwandais et leur état-major, on a parlé de disparition de vivres par «camions entiers».

La sécurité des réfugiés? Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'une dizaine de personnes meurent, chaque jour, dans l'ensemble des camps. Certaines sont victimes d'empoisonnement, d'autres, accusées d'espionnage, sont lynchées par des foules rageuses. On retrouve dans ces camps la même hantise des infiltrations ennemies que celle qui animait les milieux extrémistes hutus durant les combats d'avril à juillet. Il ne fait pas de doute que le nouveau pouvoir en place à Kigali envoie des agents dans les camps pour s'informer de ce qui s'y trace. Ceux que l'on démasque sont soit massacrés sur place, soit remis aux autorités zairoises, selon des expatriés.

Les candidats au retour sont aussi accusés de trahir. Jean-Damascène Nagozira, un des treize «préfets» de Mugunga, est catégorique: «S'ils ne craignent pas de retourner au Rwanda, c'est qu'ils ont des contacts avec le FPR», le Front patriotique rwandais, qui a pris le pouvoir à Kigali le 4 juillet dernier. «Les réfugiés ne sont pas des fibres de rentrer», déplore Samantha Bolton, porte-parole de Médecins sans frontières, «et c'est pour les protéger que nous demandons l'envoi d'une force internationale dans les camps». Les camps sont encadrés, souvent par des administrateurs de l'ancien régime impliqués dans le génocide, et «il faut être courageux pour décider de partir», assure Lyndall Sachs, du HCR. A condition d'être discret, le départ est toutefois possible. Le HCR enregistre plusieurs centaines de départs par jour.

Mais la peur des Tutsis du FPR, attisée par les médias de l'ancien régime durant les quatre années de guerre, se renforce aussi de l'arrivée plus récente de ceux qui fuient les exactions des rebelles d'hier (à la mi-octobre, 600 personnes se réfugiaient quotidiennement au Zaïre).

Il n'est donc pas sûr qu'un déploiement de Casques bleus puisse déclencher un vaste mouvement de retour. D'autant que les soldats de l'ONU seront vite assimilés à ceux de la MINUAR (mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), totalement décredibilisés aux yeux des réfugiés. Des rumeurs circulent déjà: «On les envoie pour nous forcer à rentrer», ce qui laisse prévoir de sérieux risques pour les soldats de l'ONU. «Les Casques bleus ne pourront pénétrer dans ce camp sans un accord avec les responsables», estime le logisticien de la Fédération luthérienne mondiale. Quant à isoler les anciens responsables du gros des réfugiés, de l'avis général, c'est une tâche impossible.

Un Rwanda miniature s'est recréé dans chaque camp, où les réfugiés ont été regroupés par préfectures afin de se reconnaître par crainte toujours d'être infiltrés. Les bars et les épiceries ont été les premiers commerces à ouvrir, bientôt suivis des coiffeurs, des cordonniers, des taxis... Les églises et les écoles ne devraient pas tarder. Et les agences humanitaires se sont organisées, pour longtemps. L'assistance aux camps de Goma coûte un million de dollars par jour au HCR. Les besoins quotidiens se chiffrent à 400 tonnes de vivres et 1,6 million de litres d'eau.

L'armée se réorganise-t-elle en vue d'un retour au pays, les armes à la main? Les rumeurs et les témoignages isolés sont nombreux, mais pas les faits. L'impression qui prévaut est qu'il faudra encore plusieurs mois avant que soldats et miliciens ne se réorganisent en force de guérilla, tandis qu'en face, «l'ennemi» s'applique à verrouiller la frontière. De temps à autre, on peut croiser le général Augustin Bizimungu, chef d'état-major des ex-Forces armées rwandaises (FAR), entouré de ses officiers, sirotant tristement une bière dans un restaurant de Goma. «Le FPR ne veut pas diluer sa victoire», constate le général qui réclame, comme l'ancien gouvernement intérimaire en exil au Zaïre, un partage du pouvoir afin d'assurer le retour des réfugiés.

Outre les membres du «gouvernement» quelques autres anciens responsables sont toujours présents à Goma. Notamment le colonel Bagosora, beau-frère de feu le président Juvénal Habyarimana (tué dans l'explosion de son avion le 6 avril) et considéré comme le principal planificateur des massacres.

RECOURS Une autre poursuite possible

SUITE DE LA PAGE 1

maintenant leur dossier de réclamation en dommages.

Me Lauzon croit que ce premier jugement est déterminant puisqu'il reconnaît à toutes les femmes concernées un «accès à la justice». Plus encore, le juge Denis statue dans sa décision que tous les implants de gel de silicone comportent un risque de «complications évolutives», peuvent se déchirer et laisser écouler du silicone. Il a de plus ajouté que «toutes les portuses d'implants de gel de silicone doivent faire l'objet d'un suivi médical».

Le même juge tranchera d'ailleurs en janvier de la possibilité d'intenter un autre recours collectif, piloté cette fois par l'association de protection de consommateurs ACEF-Centre et Francine Power contre la compagnie Bristol Myers Squibb, fabricant des controversés implants Meme, recouverts de mousse de polyuréthane. On estime que 95 % des prothèses implantées au Québec étaient des produits des deux compagnies poursuivies dans le cadre de ces recours.

Me Lauzon et Mme Doyer invitent d'ailleurs fortement les femmes qui ne présentent pas de symptômes à s'intéresser à ce premier recours collectif. «Moi, j'ai été 14 ans sans problème. Il est important de ne pas attendre d'avoir des problèmes pour s'inscrire. L'information doit circuler dès maintenant», a souligné Mme Doyer qui a dû elle-même se faire retirer ses prothèses après plus de 14 ans et plusieurs complications.

«Les femmes doivent se rappeler qu'elles portent un implant à risque qui laisse échapper du silicone. Du seul fait de porter une prothèse défectueuse, ces femmes ont un droit. C'est le principal message qu'on veut donner», a fait valoir Me Lauzon qui croit que la cause pourrait être entendue d'ici 18 mois.

Tous les dossiers des femmes seront traités dans la plus stricte confidentialité, a soutenu Me Lauzon. Le juge Denis aurait d'ailleurs accordé cette assurance en permettant le recours collectif.

Les femmes portuses d'implants Dow Corning sont donc invitées à entrer en contact avec les représentants de ce recours collectif par l'entremise de la ligne sans frais 1-800-287-4595 ou au 287-1000 à Montréal, où l'on répondra aux appels de 8h30 à 21h du lundi au vendredi.

Tous les frais liés à cette poursuite collective, qui pourrait être le plus important recours jamais entrepris au Québec et même au Canada, seront défrayés par le fonds d'aide au recours collectif du Québec. Un recours similaire est déjà en cours en Ontario, mais n'a pas été entendu.

Si jamais la Cour donnait raison aux porteuses d'implants, la seconde étape de ce processus consistera à dresser les dossiers de réclamations en dommages contre les fabricants. Le montant des dommages réclamés sera alors établi de façon individuelle, compte tenu de la diversité des situations vécues par ces femmes, a précisé Me Lauzon. Il est impossible de dire quelle somme pourrait être accordée aux Québécoises porteuses de ces implants. Aux États-Unis, des sommes allant de 100 000 à 1 million \$ ont été réclamées par des porteuses de prothèses.

Les prothèses de silicone sont interdites partout en Amérique du Nord depuis 1992. Aux États-Unis, une offre de dédommagement de quatre milliards a été proposée aux femmes américaines par une coalition de fabricants de prothèses. Seule une enveloppe de 96,6 millions a cependant été prévue pour les femmes de l'extérieur des États-Unis, laissant des miettes pour les femmes canadiennes. Me Lauzon estime que les femmes québécoises ont droit au moins à la même somme que les compagnies ont offerte aux femmes américaines. «Toute somme inférieure sera inacceptable», a-t-il dit.

Le prix Interallié à Marc Trillard

Paris (AFP) — Le soixantième prix Interallié consacre le talent d'un auteur, Marc Trillard, et un roman très fort *Eldorado 51* qui, malgré son titre, n'évoque pas un quelconque paradis, mais est la chronique désespérée et violente d'émigrés français dans un coin paumé du Paraguay. Le lauréat s'est dit «très heureux» et a rendu hommage à sa maison d'édition, Phébus, «l'une des rares en France, à faire le vrai métier d'éditeur, avec passion et intelligence».

Marc Trillard, qui vit à Toulouse, a 39 ans. Il est un journaliste indépendant qui tient farouchement à ce statut qui préserve sa solitude et sa liberté. *Eldorado 51* consacre la soixantième édition de ce prix littéraire.

ENCAN D'ŒUVRES D'ART

au profit de l'oeuvre de
La Maison d'Art Fra-Angelico
sous la présidence d'honneur
du P. George-Henri Lévesques, o.p.

Le jeudi 24 novembre 1994

à l'auditorium des dominicains, couvent St-Albert-le-Grand,
2715, Chemin de la Côte-Ste-Catherine, Montréal.

Oeuvres de Aléchinski - Carette, Claude - Cosgrove, Stanley - Corbeil,
Wilfrid, c.s.v. - Constantineau, F. - Dallaire, J. Philippe - De Groot, André -
Dumas, Antoine - Frère Jérôme - Gadbois, Louise - Hudon, Normand -
Jacques, Louis - Leclerc, Gisèle - Lemieux, Jean Paul - Lemoyne, Serge -
Masson, Henri - Roberts, Goodridge - Riopelle, Jean-Paul - Tobias, Théo.

Vente aux enchères à 19 h 00.

Les oeuvres seront exposées à l'auditorium avant la vente.

Renseignements: (514) 522-9990

PROBLÈME DE POIDS?

CLINIQUE

weight loss center
contrôle du poids

CHABOT

NOUVELLE APPROCHE

1832, Sherbrooke Ouest
Montréal, Qc H3H 1E4
(514) 989-1948

APPROCHE PERSONNALISÉE

(1^{re} VISITE GRATUITE)

1832, Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1E4 (Métro Guy)
Tél.: (514) 935-6616

Dr. Robert Prescott
& Associés (Omnipraticiens)

LIPOSUCCION
(Anesthésie locale)

- GREFFES DE CHEVEUX
- COLLAGÈNE
- INJECTIONS DE GRAS
- VARICES-OBÉSITÉ

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camelot et
pour les abonnements postaux.
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

• CULTURE •

CONCERTS CLASSIQUES

Un Rachmaninov sans guimauve pour la soirée russe de l'OSM

OSM
Les Concerts Air Canada
Glazounov: Valse de concert no 1, op. 47; Rachmaninov: Concerto pour piano no 2 en do mineur, op. 18; Prokofiev: Cinq extraits de la Suite no 1 de Cendrillon; Katchatourian: Adagio du ballet Spartacus; Tchaïkovski: Marche slave op. 31
Artur Pizarro, piano; Orchestre symphonique de Montréal
dir. Bramwell Tovey

mouvement commençait bien et ne déçut pas. En dépit de la facilité de la musique, le ton fut toujours noble et ne sombra jamais dans le sentimentalisme dont on affuble trop souvent cette partition. Le deuxième mouvement fut d'une beauté recueillie et le pianiste nous éblouit par sa palette sonore. Au cours du finale cependant, ses doigts demandaient un peu plus de vitesse à l'orchestre, ce que le chef leur refusa, créant des moments de gêne chez le soliste qu'on sentait vouloir, à juste titre, plus briller.

Les couleurs sombres de l'orchestre servirent de bel écran au pianiste et certains dialogues, notamment avec le cor au vibrato si aimé des compositeurs russes, furent autant de petites perles. Espérons avoir la chance de réentendre bientôt ce pianiste dans un répertoire plus substantiel.

Le reste du concert fut presque entièrement consacré à la musique de danse. Si la Valse de Glazounov n'est

que charmante, force est de dire l'irrésistible élégance avec laquelle le chef la fit interpréter. La Cendrillon de Prokofiev méritait cependant un meilleur traitement. L'interprétation en eut-elle été moins routinière qu'on pardonnerait bien les quelques imprécisions de l'orchestre. M. Tovey a sans doute oublié qu'il n'y avait pas de danseurs sur scène et qu'il sollicitait nos seules oreilles. Dommage. L'extrait de Spartacus fut de la même mouture. Même l'OSM semblait se relâcher; plaisant, oui; mais bien fait, pas vraiment.

Pour terminer, un bonbon: la Marche slave qui fait toujours effet et où l'orchestre a démontré au public qu'il était en grande forme, malgré le double emploi qui est le sien en ce moment avec Aida. Malgré la facilité de la pièce (ce n'est pas ici un défaut!), on se surprend à reconnaître en Tchaïkovski, malgré tout, le plus grand des compositeurs russes.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Les concerts dits «populaires» sont souvent l'occasion de se faire plaisir. Le programme d'hier soir ne faisait pas exception à la règle. Le concerto de Rachmaninov était de loin la pièce la plus connue. Dès le premier accord plaqué par monsieur Pizarro, nous avons su que nous avions affaire à un véritable artiste. Le Maestoso qui fait office de premier

ARTS VISUELS

Une certaine idée du sacré

COZIC: GARDES, OFFRANDES ET GISANTS
Galerie Graff, 963, rue Rachel Est.
jusqu'au 26 novembre 1994.

MARIE-MICHÈLE CRON

C'est autour de ces trois thèmes — Gardes, Offrandes et Gisants — que s'organise à la galerie Graff l'exposition de Cozic, dont l'univers rieur et rigoureux s'est modulé depuis le milieu des années soixante autour et à travers les notions d'échange, de série, d'ensemble, de centre, de jeu. De la Maison de la culture Côte-des-Neiges où l'artiste Luc Béland avait tout récemment réuni plusieurs de leurs œuvres réalisées entre 1970 et 1994 jusqu'à aujourd'hui où reposent leurs récentes pièces, Monique Brassard et Yvon Cozic ont réussi à circonscrire une certaine idée du sacré en la liant à un quotidien chamanique, déterminé par des forces archétypales, des objets trouvés et manufacturés, pétris de rituels et de formes analogiques investies de récits singuliers. Avec Cozic, rappelons-le brièvement, la matière, même la plus pauvre ou la plus banale, retrouve comme par enchantement son caractère haptique. Ainsi, avec eux, la fourrure synthétique n'était

plus un vulgaire matériau simplement collé aux années soixante-dix mais bien un matériau «social», une surface que l'on avait envie de toucher, à l'image de ces œuvres que l'on pouvait caresser, embrasser, boxer même.

Journal de bord

Des surfaces sensorielles aux objets critiques, qui s'échelonnent de 1972 à 1975 — des objets appartenant à la vie, un peu oubliés dans les tiroirs de la mémoire et que les Cozic vont soumettre à une autre investigation —, se lisait une manière de faire insolite. Assemblés en un journal de bord, les cozics réfléchissaient sur le rôle de l'art et de l'acte créateur motivé par cette gratuité encore aujourd'hui suspecte aux yeux de ceux qui visent l'art actuel dans des débats qui veulent le lamener pour l'introniser dans une consommation culturelle passive. Ce «petit rien» dont Cozic s'est fait roi démontre bien justement toute la générosité, entre économie et gaillardise, dont ont fait preuve, et encore maintenant, ses pièces. Et ceci que l'on remonte à Québec 75 où s'opérait une mise à distance avec l'objet, en passant par les interrogations sur le centre dans les

surfactances, ou bien les plâtres, les cocottes de papier et les ptyryx aériens et emplumés.

Tout l'art de Cozic consiste, après s'être développé à deux, à demander, même implicitement, la participation de tous. C'est ce que révèlent les œuvres allongées sur le sol, tendues ou alignées sur les murs, cassant les jeux perspectivistes, bousculant les notions d'échelle humaine, trafiquant les rapports entre la fabrication manuelle et l'utilisation mécanique, technologique, de certains matériaux comme le cuivre ou l'acier chromé. Des analogies et des correspondances entre le chaud et le froid, le fruste et le soyeux, le doux et le brusque, la monochromie et son opposée stridente. Parfois les formes sont déposées sur des coussins, ou bien laissent s'échapper une blessure dans ces sculptures qui ressemblent à des armures, des extensions corporelles. Les Gisants, trois des pièces les plus réussies qui forment une Sainte Trinité, portent bien leur nom. Ce sont des corps blessés, douillets, mais aussi forts, solides, fixes, que l'on embrasse d'un seul coup d'œil, pour recontextualiser leur sens. Mais rien de triste ni d'amer: avec Cozic, le bonheur commence déjà dans l'œil du spectateur.

EN BREF

LES 10 ANS DE L'OSL

L'Orchestre symphonique de Laval (OSL) souligne ses 10 ans en présentant à ses abonnés l'intégrale des symphonies de Beethoven. Il jouera les deux premières demain (mercredi) à 20h à la salle André-Mathieu en-

trecoupées du fameux concerto pour guitare et orchestre de Joaquín Rodrigo avec le soliste invité, Alvaro Pierrri. Le chef Stéphane Laforest sera au pupitre. Le concert de Noël aura lieu le 14 décembre. Réservations: 662-7222.

I MUSICI DEUX FOIS

En matinée à 11h et à 17h45 à l'heure de pointe, I Musici de Montréal présente deux courts récitals Vivaldi ce jeudi 24 novembre à la salle Tudor du magasin Ogilvy.

28, 29 et 30 novembre 1994

PRODUIRE UN VIDÉO EST-IL RENTABLE POUR UNE ENTREPRISE?

CORPOVISION

Pendant 3 jours, le Cinéma du Complexe Guy-Favreau ouvrira ses portes aux «cinéphiles d'entreprises» afin de permettre le visionnement d'une centaine de vidéos ayant comme objectifs la FORMATION, l'INFORMATION et la PROMOTION dans l'entreprise. De plus, CORPOVISION propose un ensemble d'ateliers-conférences qui facilitera la compréhension de cet important secteur de la communication d'entreprise.

PROGRAMME DES ATELIERS-CONFÉRENCES (29 et 30 novembre 1994):

Le multimédia au service de l'entreprise

Exploration des différentes possibilités offertes par la vidéo interactive et le CD-ROM, tout particulièrement comme méthodes d'apprentissage privilégiées pour la formation en entreprise. Coûts, installation, production et interactivité. Formateur: Claude P. Major, dir. gén., Electrocom

Présentations d'affaires

Assemblées des actionnaires, congrès ou tous autres événements corporatifs nécessitent l'utilisation de nombreux supports audiovisuels. Cet atelier permettra d'évaluer les nouveaux outils audiovisuels disponibles pour une captation et une présentation efficaces, tout en privilégiant une approche centrée sur la qualité et la créativité. Formateurs: René Lepire, dir. gén., Idées au cube et Guy Côté, associé principal, Cabinet de relations publiques National

Gérer une production audiovisuelle: de l'appel d'offres à la distribution du produit

Comment préparer le cahier des charges, sélectionner les fournisseurs, analyser les propositions et faire le bon choix de la maison de production. Processus de l'organisation d'une production tant au niveau créatif, stratégique que financier. Formateurs: Manon Bélanger, chef de division, Service des communications, STCUM et Bernard Tessier, prod., Idées au cube

La communication d'entreprise, tradition et innovation

Plus de 50 ans d'histoire corporative et de culture d'entreprise. Les communications internes chez Bell et chez Desjardins. Formateurs: Louise Delisle, responsable des communications internes, Bell Québec et Dominique De Pasquale, dir. des affaires publiques et de la communication institutionnelle, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

La vidéoconférence au service de l'entreprise

Aperçu des différentes utilisations possibles de la vidéoconférence particulièrement dans le cadre de la formation en entreprise. Installation d'un système, éléments nécessaires à une session productive, coûts de communication, etc. Formateurs: Christian Richard, prés., VISI-COM, et Bruno Charbonneau, dir. vidéoconférence, Bell Québec

Produire un CD-ROM

Notion de numérisation, définition du multimédia et étapes de production de cette nouvelle technologie qui intègre l'audio (son ou voix) et l'image (fixe ou animée) et le texte. Formateur: Gérard Pelletier, vice-prés. développement des affaires, Le Groupe Micro-Intel inc.

Communication d'entreprise et image institutionnelle

Aider les entreprises à découvrir les points forts de leur personnalité, définir leur stratégie d'image et la mettre en oeuvre par la création d'une identité forte, cohérente et durable. Formateur: Pierre Audet, prés. dir. de la création, Foug

La médiation de l'image

Les «sciences cognitives», en étudiant les interactions entre l'homme et son environnement, ont apporté à la formation et à la communication de nouvelles approches tant en matière d'émission que de réception d'un message. L'objectif du stage est de confronter ces recherches à la communication et à la pédagogie par l'image, pour permettre aux créateurs et aux utilisateurs de supports audiovisuels de réfléchir sur de nouvelles voies dans la transmission par l'image. Formateurs: Dominique Delage, responsable du centre agréé de l'Hadassah Wizo Canada, Research Institute pour les pays francophones et Didier Pleux diplômé du R.E.T. Institute de New York

Informez-vous dès maintenant concernant l'horaire des films, le programme de conférences, le prix d'admission et la location de stands en composant le (514) 842-5333

Organisé par **QUE VOUS** en collaboration avec **LE DEVOIR** Centre de conférences du Complexe Guy-Favreau



PAULE DES RIVIÈRES

POUR TOUT DIRE

Anne-Marie Dussault rencontre le docteur Réjean Thomas, conseiller spécial auprès du ministre des Affaires internationales, chargé de la coordination de l'aide humanitaire, qui revient d'un séjour de 10 jours en Haïti.
Radio-Québec, 20h30

WORLD'S GREATEST MAGIC

Spectacle regroupant dix des plus grands magiciens du monde, incluant Alain Choquette. Aussi Siegfried & Roy, Lance Burton, Max Maven.
NBC, 21h

ENJEUX

Une émission consacrée aux assurances, lorsque tempêtes, ouragans, cyclones vous démolissent votre maison en moins de deux. Il faudra en revanche beaucoup de temps avant que vous récupériez de votre assureur les sommes dues. À moins que vous ne soyez un fort en gueule.
Radio-Canada, 21h

LE POINT

Un reportage sur Céline Dion. Nous la voyons à Los Angeles, à Montréal, à Vancouver. Nous la voyons à la télévision, chez sa maman, aux côtés de Jay Leno...
Radio-Canada, 22h25



Céline Dion, vedette internationale.

J.F.K. ASSASSINATION: AS IT HAPPENED

Présentation du reportage présenté par le réseau NBC le jour de l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963, depuis la diffusion du premier bulletin de nouvelles. La première partie de ce reportage a été présentée hier soir.
PBS-33, 23h

	CANAUX	16:30	17:00	17:30	18:00	18:30	19:00	19:30	20:00	20:30	21:00	21:30	22:00	22:30	23:00	23:30
RC	2, 6, 9, 11, 12, 13	L'Infernale Machine du Dr V	Watatatow	Que le meilleur gagne	Ce soir	Santa Maria	Ma Maison	Sous un ciel variable	Enjeux / Les assurances, quand le climat se gâte	Le Téléjournal	Le Point (22-25)	Nouvelles du sport / Météo (23-25)	Cinéma / L'AUTRE VERSANT DE LA MONTAGNE (4) (2/2)			
TVA	4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 40	Claire Lamarche / Les Grands Manitous... (16:00)	Mongrain	Le TVA	Piment fort	La Poule aux oeufs d'or	Fort Boyard / Kathleen, Vincent Graton, Luc Bernier, Eric Dionne, Edith Lamontagne	À vous de juger / Léopold Dion était-il responsable de ses actes?	Chacun son tour / Pierre Chagnon, Bernard Fortin, Guy Mongrain, Michel Côté	Ad Lib / France D'Amour, Angèle Dubeau	Le TVA & le TVA Sports / Loteries (23-56)					
RQ	15, 17, 24, 30, 45	Pacha / Mme Peppercote	Robin et Stella	Les 100 Watts	Passe-Partout	Téléservice	Zap	Pour tout dire avec...	Visa Santé	Bergerac	Téléservice					
TQS	2, 4, 16, 30, 35, 49	Relevez le défi (16:00)	Le Grand Journal	La Guerre des clans	Sonia Benezra / Kashtin, Carl Cloutier, Michel Barrette, Pierre Labelle	Cinéma / LE DÉLATEUR (4) avec Mel Gibson, Goldie Hawn	Détecteurs de mensonges	Le Grand Journal	Sports Plus	Sports Plus Extra						
CBC	5, 6, 4	Family Matters	The Simpsons	Fresh Prince of Bel-Air	NewsWatch	Adrienne Clarkson Presents (5) Inside Qc (5) On the...	Disney's Greatest Hits on Ice	CBC Prime Time News	News	Just for Laughs						
CTV	8, 13	Oprah (16:00)	Blossom	Roseanne	Newsline	Wheel of... Jeopardy!	Home Imp.	Ellen	Models, Inc.	Under Suspicion	CTV News	Nightline				
ABC	8	Current Affair	First at Five	Coach	News	ABC News	Wheel of... Jeopardy!	Sister, Sister	All-American Girl	Ellen	Turning Point	News	Night... (23:35)			
CBS	3, 8, 5	Fresh Prince	Coach	Price Is Right	News	CBS News	E.T.	Cinéma / THE WIZARD OF OZ (3) avec Judy Garland, Bert Lahr	48 Hours (22:09)							
NBC	10	Aladdin	The Ricki Lake Show	Jeopardy!	Wheel of... Extra...	The World's Greatest Magic	Law & Order									
PBS	33, 57	Ghostwriter	Carmen...	Science Guy	MacNeil / Lehrer Newshour	Nightly...	Victory at Sea	The New Explorers	Great Performances	Names...	JFK Assassination (2/2)					
ONT	6, 24	The Young and the Restless	Global News	Current Affair	E.T.	Beverly Hills, 90210	100 Years of the Hollywood Western	Global News	Sports							
CABLE	MP, MM, SE, YTV, TVI, TALC	Art / Nature	Pingu / Dot...	Polka Dot...	Ghostwriter	Bill Nye	Waste Not 3	Inside...	Studio 2	Watergate	Human Edge	Dressed...	Inquiring			
	TSN	Drag Racing	WWF Action Zone	Motoring '95	Sportsdesk	Inside Sports	Hockey LAH / Syracuse - Providence	Don Cherry	Sportsdesk							
	RDS	WWF (16:00)	Tennis extra	L'Histoire du golf	Sports 30	Sport en crise		Voile	Sports 30	Sport en crise						
	TV5	Pyramide	Évasion	Journal/Revue	Des Chiffres...	Cuisine / ...	Journal FR2	Envoyé spécial / 3000 scénarios (20:45)	Cinéma / LA GOUTTE D'OR (3) avec L. Dadi, J.-P. Bisson	Le Soir (22:55)	Visions / 3000					
	CF	Livrofolie	Schtroumpfs	Télé-pirate	Spirou	Bibi / Anne										
	MP	Musique Vidéo	Planète Rock		Les Bombes	1 x 5	Musique Vidéo	Les Aventures du Grand Talbot	Musique Vidéo							
	MM	The Wedge	MuchWest	Daily R.S.V.P.	SuperHitVideo	VideoFlow	Fax	Spotlight	The NewMusic	VideoFlow	Fax	Spotlight				
	SE	Pickle (16:10)		La Parfaite Trahison (17:55)		Zoom	Les Visiteurs	Limites de l'intimité (21:50)								
	YTV	Superhuman	Batman	Rugrats	Dave Osborne	Fliintstones	Rugrats	Reboot	Inside Stuff	Tilt 23 1/2	Dog City	Tarzan	Swiss Family	Dave Osborne	Bizarre	Mansion
	TVI	Jeux safari	Addition SVP	Meilleur gagne	Le TVA	Piment fort	Watataiow	Fort Boyard	L'Ascenseur	L'Enquête	Psychotron	Ad Lib	Miroir, Miroir	L'Indiscret		
	TALC	Above the Rial (16:30)	The Inkwell	Naked Gun 33 1/3 (19:00)	WWF Survivor Series (20:00) (23:00)											

CINÉMA AU PETIT ÉCRAN

LE DÉLATEUR (4) Bird on a Wire, É.-U. 1990. Comédie policière de J. Badham avec Mel Gibson, Goldie Hawn et David Carradine. Une avocate est entraînée dans la fuite d'un vieux ami qui est poursuivi par des policiers corrompus.
TQS 19h30 (2h30)

THE WIZARD OF OZ (3) É.-U. 1939. Comédie musicale de V. Fleming avec Judy Garland, Bert Lahr et Ray Bolger. Une petite fille du Kansas est emportée par un cyclone dans un pays féérique.
CBS 20h (2h09)

LA GOUTTE D'OR (3) Fr. 1990. Comédie de mœurs de M. Blumail avec Lilah Dadi, Jean-Pierre Bisson et Rufus. Une jeune Berbere quitte son oasis de Paris où il recherche une photographie qu'il soupçonne être une voleuse d'âmes.
TV5 21h (1h55) Rediffusé à 0h20.

L'AUTRE VERSANT DE LA MONTAGNE (Dern. de 2) (4) (The Other Side of the Mountain), É.-U. 1975. Drame de L. Peerce avec Marilyn Hasset, Beau Bridges et Belinda Montgomery. Une jeune skieuse est victime d'un accident à la suite duquel elle souffre de paralysie.
SRC 23h30 (1h55)

(1) Chef-d'œuvre (2) Excellent (3) Très bon (4) Bon (5) Passable (6) Médiocre (7) Minable